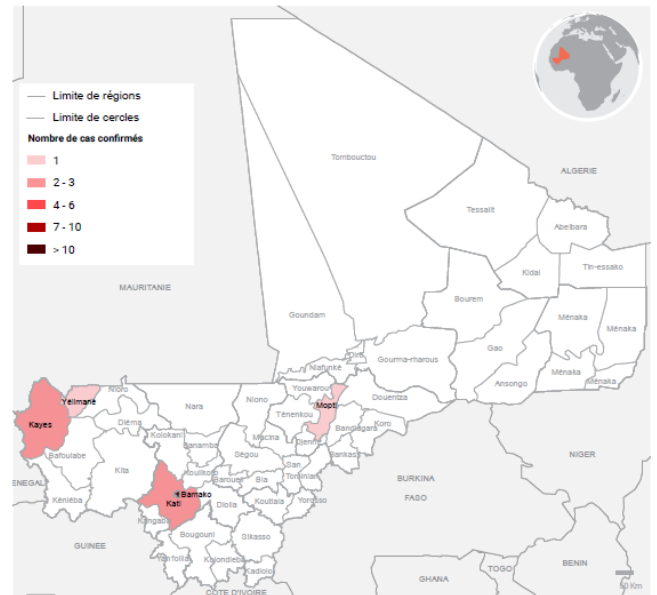


Points SAILLANTS

- Au 9 avril, le Mali comptait 74 cas confirmés dont 7 décès. Les deux premiers cas de COVID-19 ont été annoncés le 25 mars
- Au total, 22 personnes ont été déclarées guéries
- A ce jour, des cas ont été enregistrés dans le district de Bamako ainsi que dans les régions de Kayes, de Koulikoro et de Mopti
- Le Gouvernement a décidé de réguler les ouvertures et fermetures des marchés et super marchés ainsi que les boutiques de proximité de quartiers



Chiffres clés

74

Nombre de cas confirmés

22

Nombre de cas guéris

7

Nombre de décès

11

Districts sanitaires touchés

36061

Numéro vert gratuit pour informer et orienter les populations

Information contextuelle

- Le 6 avril, le Gouvernement a publié une note portant sur les impacts du COVID-19 sur les perspectives macroéconomiques en 2020. Il y ressort que les conséquences économiques et financières du COVID-19 devraient se traduire par un manque à gagner au niveau des ressources budgétaires et de trésorerie. Au terme du premier semestre 2020, un déficit de 309,7 millions de dollars (182,2 milliards de FCFA) est attendu par rapport aux prévisions initiales, en liaison essentiellement avec la révision à la baisse des recouvrements d'impôts et des taxes intérieures et sur les importations.
- Le manque à gagner au niveau des aides budgétaires (dons programmes et dons projets) se situerait autour de 67,8 millions de dollars (39,9 milliards de FCFA) selon la même note.
- Le 6 avril, le Système des Nations Unies a signé avec le Ministère de la santé et des affaires sociales trois protocoles d'accord qui permettront une réponse intégrée et rapide à la pandémie de COVID-19. D'un montant total de 2,7 millions de dollars financés par le MINUSMA, ces protocoles, mis en œuvre par le Ministère de la santé et des affaires sociales avec l'appui technique de l'OMS, prévoient trois projets visant à acquérir dans les meilleurs délais des équipements et du matériel médical spécialisé. Ils fourniront également au personnel de santé une formation adéquate afin de rendre opérationnelles les mesures visant à prévenir et à atténuer l'impact du Covid-19. En outre, les agences, fonds et programmes des Nations Unies apporteront un soutien dans divers secteurs pour un montant de 3,4 millions de dollars. La portée de ce soutien devrait être encore plus large, avec des contributions en nature basées sur les avantages comparatifs de chaque entité.

- Le Gouvernement a créé un Fonds Spécial dans le cadre de la lutte contre le COVID-19. Il est logé à la **Banque Malienne de Solidarité (BMS. S.A) sous le numéro ML102 01001 057590803001-39** et est ouvert à l'intention de toutes les bonnes volontés qui souhaitent soutenir la lutte.
- Le Gouvernement a fixé de nouveaux horaires d'ouverture et de fermeture des marchés et commerces pour la période allant du 7 avril au 30 juin 2020. Les marchés de détail, de légumes et de bétails seront ouverts du lundi au dimanche entre 6h et 16h. Les alimentations et supermarchés du lundi au samedi entre 8h et 19h. Enfin, les boutiques de proximité de quartier doivent être ouverts du lundi au samedi entre 8h et 19 heures.
- Le 8 avril, le Gouvernement a décidé que toutes les écoles resteront fermées du 9 avril au 9 mai, en raison du COVID-19.

Réponse humanitaire



Santé

Besoins :

- Le besoin de matériels, d'équipements de protection et de kits de prise en charge du COVID-19 dans les structures sanitaires demeure urgent et important de même que le renforcement de leurs capacités de prise en charge des cas.
- Il en est de même pour les médicaments et consommables pour la prise en charge symptomatique des cas.
- Les soins de santé primaire doivent continuer malgré le contexte de pandémie.
- La mobilisation sociale et la communication sur les risques (respect des mesures prises édictées par le gouvernement) doivent également se poursuivre.

Réponse :

- Un laboratoire mobile a été déployé dans les régions de Kayes et de Tombouctou.
- Les domiciles et bureaux des cas positifs ont été désinfectés.
- La prise en charge psychosociale des patients est assurée.
- Le renforcement des équipes de prise en charge des cas notamment en termes de formation des prestataires est en cours.
- La diffusion des messages de sensibilisation de la population sur les médias est intensifiée.



Nutrition

Besoins :

- La réponse humanitaire en nutrition doit être maintenue dans les circonstances du COVID-19, y compris sur les aspects de prévention et de dépistage pour éviter une détérioration rapide de la situation nutritionnelle. La nature de ces interventions doit être adaptée au COVID-19.
- La prise en charge des enfants atteints de malnutrition aiguë est fortement dépendante du fonctionnement du système de santé. Si la pandémie touche les agents de santé, des options de prise en charge au niveau communautaire doivent être utilisées et doivent être préparées dès maintenant.
- Une attention particulière est nécessaire pour éviter que les activités dans ces structures ou au niveau communautaire ne soient pas des vecteurs de la transmission de la maladie. Un travail, en collaboration étroite avec les secteurs santé et EHA, doit être fait pour sécuriser les centres de prise en charge.
- La surveillance nutritionnelle et le suivi de la prise en charge doivent être maintenus pour répondre rapidement à toute détérioration de la situation. Une révision des besoins et des cibles du cluster est prévue.

Réponse :

- La révision des projets pour y inclure les mesures de mitigation et les activités additionnelles nécessaires au maintien de la réponse est en cours.
- Au niveau des régions, les principales lignes directrices ont été présentées lors des réunions des clusters et des plans de réponse sont en cours de développement.

- Une évaluation des besoins des structures étatiques au niveau central et décentralisé pour la continuité des activités de coordination en partie à distance/ via des téléconférences est en cours.
- Les outils de communications (vidéos, audio) sur le COVID-19, validés par le Ministère de la santé et des affaires sociales ont été largement partagés avec les membres du cluster. Des messages spécifiques sur la nutrition dans le contexte COVID-19 viendront en complément.

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Besoins :

- Le besoin prioritaire au niveau de l'EHA est celui d'assurer un accès continu à l'eau propre pour le lavage des mains et l'hygiène au niveau des centres de soins de santé, en milieu communautaire et au niveau des ménages. Ceci permettra ainsi de contribuer à la prévention et au contrôle des infections, dans un contexte où les standards minimum (normes Sphère) ne sont pas encore atteints.
- Le positionnement des acteurs en EHA est à renforcer dans le sud du pays car cette zone ne faisait pas partie des zones prioritaires dans le cadre du Plan de Réponse Humanitaire (HRP) pour 2020.
- Les stocks d'EHA pour la réponse au COVID-19 sont à renforcer (les stocks de contingence prépositionnés n'intégraient pas les intrants COVID hormis le savon).
- Une mobilisation de ressources additionnelles s'avère nécessaire pour assurer la mise en œuvre des mesures d'atténuation et de prévention EHA dans toutes les interventions humanitaires en 2020 mais aussi pour la mise en œuvre des paquets minimum EHA COVID au niveau des centres de santé, des communauté (kits espaces publics, kits relais, sites de déplacés) et des ménages pour la riposte à la pandémie.

Réponse :

- Le cluster a pris des mesures/directives en EHA pour la continuité des interventions et la prévention de la diffusion du COVID-19 au Mali (intégrant les supports et outils de communication harmonisés au niveau national et diverses ressources techniques).
- Le cluster a défini et diffusé des paquets minimum EHA adaptés pour les centres de santé, les communautés et les ménages.
- La cartographie des capacités et le positionnement des acteurs du cluster EHA pour la réponse COVID-19 est élaborée.
- Au total, 12 acteurs EHA (Mercy Corps, DRH-Gao, ONG Global Charity Mali, Secours islamique France, IRC, SI, International Medical Corps, ACTED, DEDI, World Vision, Action Contre la Faim et UNICEF) intervenant dans 11 régions dont 6 régions couvertes par le Plan de Réponse Humanitaire -HRP- (Mopti, Gao, Ségou, Ménaka, Kidal, Tombouctou) et 5 régions non couvertes par HRP (Kayes, Koulikoro, Sikasso, Koutiala, Bamako) s'engagent dans la riposte au COVID-19.
- Au total, 74 interventions sont en cours ou planifiées dans les communautés, 58 dans les CSCOM et 43 dans les écoles à leur réouverture et les activités concernent l'information, la sensibilisation et les formations.
- L'UNICEF a mis 500 cartons de savons de 48 morceaux (24 000 morceaux), 200 fûts d'hypochlorite de 45kg chacun, à la disposition du Gouvernement au niveau national et 500 dispositifs de lavage des mains (DLM) sont en cours de livraison en appui aux centres de prise en charge et d'isolement à Bamako.
- Environ 90 000 morceaux de savons et 300 DLM sont en cours de livraison en faveur de cinq régions. L'UNICEF révisé aussi ses accords de partenariat avec cinq ONG locales pour l'intégration des paquets minimum EHA ;
- Le cluster tient régulièrement des réunions virtuelles pour la coordination des interventions du secteur.

Sécurité alimentaire

Besoins :

- Les partenaires sont en train d'élaborer la stratégie du cluster et d'identifier les cibles sur la base des activités critiques dans le contexte du COVID-19.

- Ils envisagent de soutenir l'assistance alimentaire de la réponse sanitaire du Gouvernement ainsi que des secteurs de la santé et de l'eau, l'hygiène et l'assainissement.
- Il est nécessaire de mener des actions en synergie avec les partenaires des secteurs de la santé, de l'EHA et de la nutrition pour la réponse à apporter aux zones de confinement et de mise en quarantaine au niveau.
- Il est nécessaire et important de connaître l'impact socio-économique du COVID-19 sur les moyens d'existence des ménages vulnérables.

Réponses :

- Le cluster organise une réunion de coordination (en ligne) tous les vendredis avec ses membres et ses partenaires.
- Les acteurs du secteur élaborent une approche de ciblage des ménages vulnérables en contexte COVID-19.
- Il est mis en place une coordination dans la réponse entre les clusters santé, EHA, nutrition et sécurité alimentaire notamment dans la composante d'appui en assistance alimentaire des personnes / familles en confinement /quarantaine ainsi que des personnes contacts.
- Le cluster a mis en place, sous le lead du Système d'alerte précoce et d'autres partenaires tels que Few's Net, l'Observatoire du marché agricole, la FAO, le PAM pour un suivi régulier des marchés ainsi que de la vulnérabilité des ménages affectés par le COVID-19 en plus du conflit et des changements climatiques affectant précédemment ces ménages. Cela permettra une réévaluation des ménages vulnérables affectés par l'impact du COVID-19 sur leurs moyens d'existence et la réponse à y apporter.

Protection

Besoins :

- Dans ce contexte de pandémie, le besoin de maintenir le système de monitoring de protection, de suivi des mouvements de population et d'évaluation rapide de protection demeure.
- La matrice 5W comportera une catégorie de plus pour assurer le suivi du COVID-19. Les partenaires sont encouragés à compléter cet outil qui permettra l'analyse des capacités opérationnelles des acteurs de protection et des risques potentiels de suspension/arrêt de programmes de protection ainsi que la cartographie des nouvelles activités liées au COVID-19.

Réponse :

- La stratégie d'intervention en rapport avec le COVID-19 est en cours de validation. Ce document sera dynamique et adapté en fonction de l'évolution de la situation et de l'urgence.
- Discussion en cours au sein du sous cluster protection de l'enfance avec la Direction nationale de protection de l'enfance et le cluster santé, sur les procédures de prise en charge des nouveaux enfants dans une structure d'hébergement et d'accueil (notamment sur les conditions de mise en isolement pendant 14 jours).
- Un exercice est en cours avec les partenaires du sous cluster violences basées sur le genre (VBG) pour mener une analyse situationnelle permettant d'identifier l'impact du COVID-19 et les gaps en termes de services VBG.

Abris et biens non-alimentaires (BNA)

Besoins :

- Une évaluation a été conduite au marché de Gao auprès des fournisseurs dans le but de connaître et mesurer la capacité et l'insuffisance de l'approvisionnement et la flambée de prix face au contexte de COVID-19, ce qui pourrait avoir un impact sur les ménages avec un panier minimum de dépenses de moins de 50 dollars.
- Les partenaires du cluster ont évalué le dispositif de prévention et de la réponse dans les points de passage frontaliers et lieux de transit pour l'OIM.
- Ces évaluations ont mis en exergue des besoins urgents en thermo flash, en dispositif de lavage des mains et gels désinfectants ainsi qu'en masques et gants.

Réponse :

- Dans le cadre de l'appui en termes de ressources humaines, le HCR a déployé un expert logisticien pour soutenir à plein temps la task-force du cluster santé. En outre, un plaidoyer auprès du bureau régional est en cours pour mobiliser l'appui nécessaire au Gouvernement.
- La coordination du mécanisme de réponse rapide (RRM) a mis en place un dispositif et a préparé des procédures d'opération standard pour orienter ses points focaux en charge de l'alerte et de la veille humanitaire afin de suivre les directives d'intervention dans le contexte du COVID-19. Ces directives prévoient notamment la délimitation des espaces de distribution, la réduction des foules en respectant les gestes barrières, la promotion des pratiques de sensibilisation avec les boîtes à outils, l'implantation de dispositifs de lavage des mains avec les désinfectants lors des évaluations RRM, l'allègement de la durée des échanges et enfin la limitation de l'effectif du personnel en contact avec les bénéficiaires.
- Une organisation locale membre du cluster a mis en place un cadre de dialogue communautaire et d'éducation communautaire. Elle prépare en plus le lancement de la campagne « Gno gon demè » (l'entraide) sur les réseaux sociaux, les télévisions et les radios locales pour informer, éduquer, changer les comportements inadaptés et prévenir la panique au sein des communautés ciblées.

Education**Besoins :**

- Les écoles restent fermées donc les besoins restent inchangés.
- Environ 3,8 millions d'enfants n'ont plus accès à l'éducation (préscolaire, primaire et secondaire).
- 2 millions d'enfants en dehors de l'école n'ont plus la possibilité d'avoir accès à des offres alternatives ou des possibilités d'intégration dans le système éducatif formel sur l'ensemble du territoire.
- 476 000 enfants affectés par la crise sécuritaire et ciblés par la réponse humanitaire (HRP 2020) sont davantage à risque de ne pas être atteints par les activités des partenaires.
- Les enfants font face à des risques plus élevés de violences, d'abus, de négligence, d'exploitation et à une insuffisance de protection sur l'ensemble du territoire.
- Plus de 9 500 enseignant(e)s affecté(e)s par la crise sécuritaire et ciblés par la réponse humanitaire (HRP 2020) sont davantage à risque de ne pas être atteints par les activités des partenaires ;
- Les acteurs humanitaires intervenant dans le cluster éducation envisagent de soutenir le Ministère de l'éducation sur les évaluations des risques sectoriels ainsi que sur la mise en place de plans d'urgence et de réponse afin d'assurer la continuité de l'apprentissage dans un environnement protecteur et inclusif et fournir aux élèves un accès aux programmes et plateformes d'apprentissage à distance et numériques existants – (par radio, téléphone, télévision, digital), y compris les messages de protection, de compétences de vie courante et d'appui psychosocial. Par ailleurs ils travailleront avec les autorités éducatives sur la possibilité d'élaborer, d'imprimer et de distribuer du matériel pédagogique adapté à l'enseignement à distance.
- Les partenaires humanitaires comptent aussi contribuer à l'élaboration et à la diffusion (par radio, télévision, téléphone, digital) de messages clés accessibles pour les enfants, les parents, les leaders religieux et communautaires et la communauté afin de soutenir la continuité de l'apprentissage.
- Les partenaires humanitaires contribueront aux efforts pour permettre la réouverture des écoles une fois que la situation sanitaire le permettra. Ces actions incluront l'équipement des écoles avec des kits d'hygiène minimum, la distribution du matériel d'intervention sur le lavage des mains et les comportements recommandés et la sensibilisation des enseignant(e)s et des soignant(e)s, la formation des enseignant(e)s à l'hygiène et à la prévention du COVID-19 et à la fourniture d'un soutien psychosocial aux élèves, la prévention de la stigmatisation et de la discrimination et la mise en place de cours de rattrapage, de programmes d'apprentissage accéléré, de révision du calendrier scolaire.

Réponses :

- Le cluster (en collaboration avec le groupe de travail des acteurs de l'éducation / développement) continue à appuyer le Ministère de l'Éducation nationale pour le développement de la stratégie de réponse COVID-19
- Les partenaires travaillent actuellement pour identifier les ressources disponibles pour l'éducation à distance

- La revue des activités du Plan de réponse humanitaire en lien avec la situation du COVID-19 pour identifier les activités à maintenir, les adaptations à apporter ainsi que les nouvelles activités à planifier et la revue à la hausse du budget pour prendre en compte ces adaptations nécessaires.
- La cartographie de la présence opérationnelle est en cours de mise à jour pour intégrer les capacités en lien avec le COVID-19.

Coordination

- OCHA continue de plaider auprès des donateurs pour une flexibilité des financements afin d'assurer un soutien continu aux efforts communs de lutte contre la pandémie et de continuer à faire face aux diverses conséquences humanitaires des conflits et des catastrophes naturelles.
- Le personnel des sous-bureaux d'OCHA aide les comités nationaux de gestion de la crise à coordonner les activités régionales de prévention et de réponse au COVID-19 conjointement avec les agences des Nations Unies et les ONG. Ces activités de coordination comprennent aussi le partenariat et la mobilisation des ressources.
- Les agents communautaires d'OCHA sont en contact permanent avec la population pour diffuser les messages appropriés de sensibilisation dans les langues locales.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Ute Kollies, Chef de Bureau, kollies@un.org

Katy Thiam, Chef de l'Unité Information Publique et Plaidoyer, thiamk@un.org

Ibrahima Koné, Chargé de l'Information Publique, kone65@un.org

Les *sitrep* d'OCHA sont disponibles sur <http://www.unocha.org/mali> | www.unocha.org | www.reliefweb.int